



HAL
open science

Sentiment d'insécurité et attentes des habitants dans un quartier en ZSP

Pascal Vallet

► **To cite this version:**

Pascal Vallet. Sentiment d'insécurité et attentes des habitants dans un quartier en ZSP : Communication dans le cadre de la commission Refondation de la politique de l'intégration, groupe " Faire société ". " Sentiment d'insécurité et attentes des habitants dans un quartier en ZSP. Communication dans le cadre de la commission Refondation de la politique de l'intégration, groupe "Faire société" ", Oct 2013, Paris, France. halshs-00976037

HAL Id: halshs-00976037

<https://shs.hal.science/halshs-00976037>

Submitted on 12 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Communication Ministère de l'Intérieur, Octobre 2013

Pascal Vallet, Sociologue, Mcf, Université Jean-Monnet de Saint-Etienne, Centre Max Weber

« Sentiment d'insécurité et attentes des habitants dans un quartier en ZSP », Communication dans le cadre de la commission *Refondation de la politique de l'intégration*, groupe « Faire société ».

La commande

Je vais vous présenter les tous premiers résultats d'une enquête qualitative et quantitative dont l'objectif était le suivant :

« Evaluer et comprendre les attentes de la population de Montreynaud en matière de sécurité. Comprendre l'idée que se font les habitants de la délinquance et de la capacité des institutions à y répondre. »

Cette commande initiée par la DDSP42, a fait l'objet d'une convention entre l'université de Saint-Etienne et la Préfecture de la Loire. Dans le cadre des plans ZSP (zones de sécurité prioritaires), l'Etat encourage, en effet, la mise en place d'enquêtes à l'échelle locale. La commande s'inscrit donc dans la logique de la circulaire du 30 juillet 2012 ayant pour objet la mise en œuvre de zones de sécurité prioritaire et s'intéresse, plutôt qu'à la recherche des causes, aux attentes de la population en matière d'insécurité.

Reformulation de la question

La prise en compte des « attentes » plutôt que des « causes », nous a obligé à reformuler la question en mettant la focale sur l'insécurité comme expérience. Les habitants vivent-ils dans l'insécurité ? Si oui, quels habitants vivent dans l'insécurité ? Propriétaires ou locataires ? Jeunes ou âgés ? Plus précisément, quelles expériences concrètes sont associées à ce sentiment ? Que leur est-il arrivé qui produise ce sentiment ? Les habitants ont-ils peur, si oui de quoi ? De qui ? Quelles stratégies d'évitement, d'anticipation, de déplacement, de vigilance mettent-ils en place pour endiguer ces peurs ? S'isolent-ils ou, au contraire, se regroupent-ils ? La présence de la police sous forme de personnels embarqués ou à pied a-t-elle des effets, un impact ? Celui-ci est-il positif ou négatif ? Quelles sont leurs attentes en matière de police ? Mais surtout, en tant que sentiment, l'insécurité est-elle prioritaire sur d'autres formes d'inquiétudes ou de désagrément ? Les habitants ont-ils d'autres attentes que le maintien de l'ordre ? Si oui, lesquelles ? Enfin, puisque dans le quartier l'insécurité n'est pas patente. Puisque les faits relevés par la police ne sont pas plus nombreux que dans d'autres quartiers stéphanois qu'ils soient périphériques ou centraux. Comment se fait-il mais le quartier pâtit d'une si mauvaise réputation et secrète un fort sentiment d'insécurité. C'est-à-dire, comment se maintient ce sentiment d'insécurité ?

Les outils de l'enquête

1. Les **entretiens** ont permis de mettre en évidence un discours sur le quartier, sur la délinquance et sur les populations qui habitent le quartier. La prise en compte de ces discours est nécessaire pour bien comprendre le regard des non habitants portés sur le quartier ; regard qui s'oppose à l'expérience de vie des habitants pour qui « les choses se sont bien améliorées ». Nous rendons compte de ce discours sous la forme de deux récits/clichés qui sont aussi des « mythes » ou des « légendes » ; l'une dorée, rappelle les débuts du quartier,

l'autre noire, pointe sa désaffection, désagrégation, son enfoncement dans l'anomie et la délinquance. Bien que mythes et légendes reposent sur des faits concrets (aujourd'hui encore, il y a bien des occupations de hall d'immeubles, des « guetteurs », etc.), il ne nous appartient pas d'en vérifier la justesse historique mais uniquement de tester la validité de ces représentations. Pour cela, nous avons donc mobilisé deux autres outils : l'observation directe et le questionnaire.

2. Les **observations directes** ont été réalisées en profitant de l'espace resserré, bien délimité du quartier du haut. On ne peut pas parler d'immersion au sens où elles ont été ponctuelles et menées sur plusieurs périodes étalées sur près de six mois et lors de courts séjours. Il s'agit donc d'observations directes menées dans un espace bien localisé : le quartier du haut.

3. Pour sa part, le **questionnaire**, offre une image du quartier, une photo à un instant précis, qui teste les représentations. Diffusé en face à face sur l'ensemble du quartier, haut, médian, bas, lotissement périphérique, il est permis de recueillir les attentes des habitants et d'en mesurer d'une part et pour chacune d'elle le degré d'intensité et de prévalence, d'autre part, d'en évaluer les écarts avec les représentations qui ont concouru à la mise en ZSP du quartier.

Calendrier de l'enquête

- avril - mai 2013, pré-enquête ethnographique : étude des données d'enquêtes sur le territoire, observations in situ, entretiens avec les habitants et des informateurs privilégiés (institutions, associations)
- juin - juillet 2013, élaboration et test du questionnaire. Construction des indicateurs et des questions composant le questionnaire. Test du questionnaire sur une population test.
- septembre - octobre 2013, passation du questionnaire. Passation du questionnaire auprès d'un échantillon de la population concernée
- novembre 2013, saisie des données et analyse : saisie informatique, traitement statistique et analyse des données recueillies
- décembre 2013 : analyse et rendus synthétiques (conclusions, pré-rapport, PWP).

Au bout du compte, nous avons réalisé plus de trente entretiens individuels et collectifs ; des observations directes suivies depuis le mois d'avril : en parcourant le quartier, on habitait sur une période de 15 jours dans un appartement prêté par le bailleur social Loire Habitat. Et diffusé 390 Q en porte à porte – mais nous avons quelques retours différés qui nous laissent penser que nous atteindrons les 400 Q.

Le quartier

Situé au Nord de Saint-Etienne, il est coupé du centre-ville par l'autoroute et une zone assez large, semi industrielle et où sont regroupés des équipements culturels et sportifs, le Marais. Montreynaud est situé sur une colline élevée (600m) qui domine toute l'agglomération stéphanoise, ses terrils comme les autres collines. C'est un quartier ancien et qui resta longtemps rural. On y trouvait des fermes et aujourd'hui encore, depuis les barres et les tours, le regard porte au Nord et à l'Ouest sur des champs ou des bois. Montreynaud s'est urbanisé très vite à partir des années 70 et la construction de la ZUP couplée à la création de la zone industrielle du Nord-Est de la ville. Des habitants sont arrivés massivement, se sont installés,

ouvriers pour la plupart, immigrés d'origine diverses (italiens, polonais, maghrébins, etc.). Initialement prévue pour être achevée en 1976, la construction de la ZUP prendra du retard ce qui aura pour effet une augmentation sensible du nombre d'appartements de surface plus élevés que dans les autres quartiers nouveaux de Saint-Etienne. C'est donc dans cette ZUP là et dans son secteur locatif, plutôt qu'ailleurs dans Saint-Etienne que seront placées les familles les plus « lourdes », ouvrières et d'origine étrangères.

Très vite en fait, on en constate l'échec de cette urbanisation : les logements en accession à la propriété ne se vendent pas bien ce qui laisse une partie du parc vacant, les commerces ne sont pas viables, le quartier est isolé. Je pourrai continuer cette histoire faite d'une longue suite projets avortés, de modifications, de transformations, de difficultés de remplissage, de ghettoïsation, de cité-dortoir, de commerces et de commerçants en situation de monopole, d'écoles isolées sur des pentes qu'on a renoncé à urbaniser le tout associé à de très nombreux faits divers (voiture brûlées, etc.) toujours très présents dans les médias et qui donnent du quartier l'image d'un espace urbain où règne l'insécurité.

Aujourd'hui et depuis plusieurs années maintenant, le quartier est calme. Les stéphanois de Saint-Etienne ville s'y rendent peu et lorsqu'ils en parlent, le considère comme un quartier « dangereux », « mal famé » ou règne une « insécurité » chronique.

Récit (cliché) positif, récit (cliché) négatif

Rapidement, on observe tout d'abord deux types de récits (clichés) sur le quartier.

Un récit positif qui sur le ton des regrets renvoie au temps « d'avant la crise », moment où, selon les enquêtés, les classes moyennes étaient encore présentes, où des avocats, des policiers, des sportifs de haut niveau, des intellectuels habitaient ce quartier « recherché » et « résidentiel ». Cet âge d'or des débuts est approximativement situé dans les années soixante-dix. Le quartier était habité par des propriétaires. Le collège accueillait de nombreux élèves (12 classes). Les italiens, les espagnols, les portugais, les maghrébins, les français vivaient une mixité acceptée et « heureuse ».

Le quartier se serait ensuite lentement dégradé. On aurait construit des HLM autour de propriétés. Au fil des ans et des transformations urbaines, il y aurait été installé des familles « venues d'ailleurs », « d'autres quartiers » de Saint-Etienne. Ces nouveaux habitants dont « on ne voulait plus ailleurs » auraient été volontairement concentrés dans cet espace. La violence se serait installée. Les incivilités auraient fait florès comme se seraient développées les pratiques délinquantes sur une base stéphanoise favorable (gang des lyonnais, armes, etc.). Une pègre, dangereuse et organisée aurait tenu le quartier profitant de sa position géographique et de son isolement.

Ces deux récits/clichés composent une image du quartier. Ils sont, en quelque sorte un schème, une représentation d'insécurité, une paire de lunettes qui détermine l'image du quartier.

Quartier haut, quartier bas, le maintien de l'image

Le quartier est isolé de la ville et divisé en sous quartier : le haut (la Zup), les moyens et bas quartiers et les lotissements. Profitant de cette division spatiale, de nombreux habitants des lotissements ou du « bas quartier » affirment que leur bout de quartier est calme mais que la

« ZUP », elle, est « dangereuse » ou « agitée ». Ils lisent ainsi le « quartier haut » en mobilisant le schème de l'insécurité pour en caractériser l'ambiance et le rendent conforme à sa réputation. On retrouve là « la logique de l'exclusion » de Norbert Elias, laquelle logique est aussi et avant tout une logique de domination. Dire, en effet, de l'autre quartier, celui du « haut », qu'il est plongé dans l'insécurité et la violence, valorise évidemment l'habitat du « bas » et par conséquent ses habitants en les distinguant des plus pauvres, des plus malchanceux ou des moins bien éduqués qu'eux. Cette logique qui mêle domination et distinction en distinguant le « haut quartier » et le « bas quartier » est à l'œuvre aussi entre les habitants du « haut » qui tendent à stigmatiser une groupe d'immeubles, Chabrier, pour s'en distinguer. Elle est à l'œuvre aussi entre les habitants de Saint-Etienne ville et les habitants du quartier pris dans son ensemble : haut, moyen, bas, lotissements compris.

S'appuyant sur la mémoire des habitants les plus anciens, il me semble que ces points de vue associés les uns aux autres, colligés aux « thèmes » portés par les associations (laïcité, aide aux indigents, travail social, etc.) contribuent à maintenir l'image de la colline de Montreynaud qui reste ainsi une colline où régneraient l'insécurité et la violence, celle d'un quartier « dangereux ».

Promiscuité, espace public et espace privé,

Je l'ai dit, ce quartier est coupé de la ville par l'autoroute, coupé des municipalités alentours par son élévation et par la campagne environnante. Les rues qui le quadrillent se terminent souvent en impasses et les boulevards tournent sur eux-mêmes et tout autour du quartier. Les immeubles, enfin, forment comme des îlots qu'on ne traverse pas mais au sein desquels on pénètre. La clôture physique de cet espace, divisé en sous quartiers « haut », « moyen » et « bas », a plusieurs conséquences :

- Une confusion entre espace public et espace privé [des libertés dans les modes de circulation, d'occupation de l'espace]
- Une grande familiarité des habitants qui se côtoient de façon journalière [on notera l'attention aux autres, par exemple au moment de garer sa voiture ou les remarques au moment de descendre ses poubelles prises pour des encombrants, etc.]
- Avec comme corollaire, une promiscuité [« tout le monde sait avec qui te rentres » me disait un jeune]
- Le développement de comportements qui sont parfois mis sur le compte d'une culture dite « maghrébine » (évitement de regards, saluts ostentatoires, stratégies de déplacements et d'évitement) mais qui peuvent tout à fait être comparées aux habitudes qu'on observe couramment dans des métropoles où chacun maintient son intimité en évitant celle de l'autre.
- Un langage de quartier qui cumulé avec une forte déscolarisation, suffisant pour se comprendre « entre-soi » rend la communication difficile avec par exemple les autorités (*cf.* Labov).
- La possibilité de voir tout véhicule ou tout individu qui entre dans le quartier et apparaît alors comme un « étranger ». Bref, un fort degré de visibilité de toutes et tous aux yeux de chacun.

Je vais développer devant vous quelques exemples de ces situations.

Une ambiance familiale mais...

L'observation de la vie quotidienne du quartier, celle de ses rythmes, permet de revenir sur un certain nombre d'idées reçues. Il est ainsi et par exemple facile de constater que la clôture de l'espace permet de laisser les enfants jouer jusqu'à tard le soir dans les cours. Parmi tous les parents, il y en a toujours un plus qui est ou moins attentif.

Pendant les vacances ou le weekend, les enfants jouent toute la journée dans la cour entre les immeubles. Les conducteurs des voitures qui rentrent pour se garer y sont très attentifs. Pendant le ramadan, les enfants comme les adultes sortent après le repas du soir qui s'achève vers 10h30. Les adultes se promènent ou discutent dans les cours, les enfants jouent. Les adultes rentrent alors que les enfants continuent de jouer. Vers minuit, j'ai pu en compter jusqu'à 40 dans la « cour » de l'allée Lalo. Les plus jeunes doivent avoir 3 ou 4 ans, les plus âgés 13 ou 14 ans. Les derniers enfants rentrent vers 1h30 du matin. Quelques préadolescents restent dehors. Les guetteurs sont visibles, tout près sur le boulevard.

Il est frappant de voir combien les jeunes pères sont nombreux sur le quartier. On les voit assis sur des bancs, surveillant leurs enfants. Les femmes discutent entre amies. L'ambiance change un peu devant l'immeuble de propriétaires (plus aisés et partis en we ou en vacances) et dans la rue A. Sax occupée par de petites maisons. L'espace public est vide. Les gens sont chez eux, dans leurs jardins. Mais le quartier reste avant tout un espace de cohabitation.

En face de la mosquée, des vieux sont assis à l'ombre. Entre l'église et la mosquée, des enfants jouent sur le terrain de jeux. Ces enfants sont noirs. Les parents assis sur des bancs sont très probablement des demandeurs d'asile déboutés. Ils en sont très proches puisque les portes des salles de service de l'église sont ouvertes. Les portes principales de l'église sont elles aussi grandes ouvertes. Au coin de l'église, près de la petite rue qui permet d'accéder à la salle Gounod, des "jeunes" discutent. Les voitures sont garées sur la voie publique mais ne gênent pas la circulation.

La clôture de l'espace à toutefois un autre effet. Dans le quartier, qui voit est vu.

Les guetteurs sont installés sur le boulevard. Ils surveillent l'arrivée des voitures de police, suspectes ou celles des clients. Par la trouée entre les immeubles, on passe aisément de la cour où jouent les enfants, au boulevard où sont les guetteurs. Des jeunes de 12, 13, 14 ans sont assis entre les deux espaces à mi-chemin entre les deux mondes.

Une telle proximité explique pourquoi nombre de parents ne laissent pas sortir leurs enfants seuls après l'école ou pendant les vacances. Il reste que dans les familles nombreuses, monoparentales ou dont les deux parents travaillent, une telle discipline est difficile à maintenir et les enfants sollicités pour de petits trafics. Les parents (Questionnaire lourd) ressentent là une forme d'insécurité, de dangerosité.

Les groupes

On peut observer un autre effet de cette clôture, le soir, en début d'été, lorsque les hommes sont rentrés du travail ou sortent de chez eux, beaucoup sont dehors, discutent sur des

escaliers ou des bancs. Le quartier apparaît alors très masculin (il l'est selon l'INSEE). On hésite à y entrer et lorsqu'on y entre à s'y maintenir. Malgré tout, avec un peu d'habitude, de familiarité, on s'habitue à ce qui de prime abord ressemble à de l'hostilité et qui n'est, en réalité, qu'une indifférence railleuse qui sur l'air du « encore un qui s'est paumé » ou « il a une tête de flic » ou encore « il doit aller à l'AGEF » ne cherche pas plus loin (lorsqu'elle s'exerce). L'intrus éloigné, les conversations reprennent si même elles avaient cessé : sur le foot, un problème de voiture, etc. Il reste que le quartier paraît hostile au visiteur ainsi dévisagé. Le sentiment d'insécurité provient dans ce cas d'un manque de familiarité avec les habitants du quartier. Il serait le même dans un village de la Creuse où tous le monde se connaît et voit arriver le « touriste » perdu et légèrement inquiet. Il est accentué à Montreynaud par un enfermement évident et, il faut le dire aussi, par une population le plus souvent de nationalité française, largement issue de l'immigration maghrébine et populaire.

On peut expliquer (entretiens) cette occupation de l'espace public par le fait que, sinon lors de réunions très officielles, il y a peu d'endroit où se réunir dans le quartier : pas de bar, de brasserie, de salle. Seul le camion à frites offre un espace de convivialité non pas aux « jeunes » mais d'abord aux quadragénaires et quinquagénaires puis aux jeunes qui viennent là chercher à manger jusqu'à tard le soir. Hors la proximité du camion, les plus vieux occupent le local de l'AGEF (une association) où ils jouent aux cartes jusqu'à 19h30. Les plus jeunes « tiennent les murs » et occupent l'espace public. L'été ils peuvent être nombreux assis devant les voitures, sur des fauteuils pliants. L'hiver, les hommes d'âge intermédiaire restent chez eux, parfois en se réunissant. Dans ce contexte d'inoccupation, les jeunes sortent des appartements et occupent les cages d'escalier. L'ambiance du quartier reste familiale et bonne enfant mais bien évidemment, sa clôture amplifie les nuisances telles que le bruit :

Un homme de 25 ans environ circule avec une moto très bruyante. Il gêne c'est certain. Il continuera de gêner le quartier encore une demi-heure environ. Il se déplace sans casque et cela me rappelle que les « jeunes » ne mettent leur casque que lorsqu'ils sortent du quartier où ils sont chez eux.

Enfin, si la clôture de l'espace brouille les distances entre espace public et espace privé (les parkings et les cours), emprisonne les habitants dans des habitudes qui les coupent des usagers non habitants. Elle permet à tout un chacun de situer et de se situer. Elle favorise aussi et ainsi le maintien et le développement d'habitudes et offre un abri aux éventuels groupes délinquants (qui sont aussi des pères de famille) qui peuvent toujours compter à minima sur « l'autorégulation » dont fait preuve le quartier ; une « autorégulation » qui permet de supporter une promiscuité élevée par un contrôle social partagé et nécessaire au vivre ensemble mais qui coupe aussi les « groupes » d'habitants, des visiteurs éventuels.

Revenons sur « les jeunes »

On perçoit bien ce qu'est une représentation d'insécurité en s'intéressant « aux jeunes ». Cette catégorie d'habitants rassemble, en effet et à elle-seule, toutes les idées toutes faites concernant le quartier : les jeunes seraient des délinquants ; ils se regrouperaient en bandes qu'on ne peut pas approcher ; ils ne sauraient pas s'exprimer ; ils commettraient des incivilités ; occuperaient des allées ; crachent par terre ; agressent ; seraient incapables d'obtenir et de conserver un emploi ; aimeraient l'argent facile que procurent les combines et le deal ; se comporteraient brutalement avec leurs sœurs, les filles et les femmes en général, etc. la litanie pourrait ne pas en finir.

Des délinquants et des incivils ? Prenons par exemple, les tags qui quelques-fois fleurissent, voilà ce qu'en dit un bailleur :

La police interpelle sur le haut du quartier et nous on a des tags sur le bas. On a des attaques qu'on peut expliquer. Ce n'est pas forcément un rejet, c'est plus un mode de com. un système de communication. »

Mais ça peut aussi ne pas être un « jeune » :

« ... quelqu'un qui n'aurait pas eu satisfaction sur des travaux mais ça n'est pas la même chose, ça n'a rien à voir. » (bailleur)

Car et les habitants le disent :

« Les tags, on peut imaginer que ce sont des jeunes. Mais c'est un réflexe de dire "c'est le jeunes". On peut avoir des tags fait par d'autres. » (concierge)

Les jeunes ont mauvaise réputation mais j'ai, parmi les jeunes de ce quartier d'anciens ou d'actuels étudiants. Les « jeunes » c'est une catégorie trop réduite, trop fermée. Ils peuvent être très différents les uns des autres. Prenons donc les « pires » ! – ils sont assez peu nombreux en fait, les « guetteurs » installés le long du boulevard :

Voici ce qu'en dit un policier :

« J'ai une frange de population dans ces secteurs là qui, je le vois pendant les gardes à vue, sont sorties du système classique. Ils n'ont pas les bases. Savoir arriver à l'heure, savoir s'habiller. Savoir écrire, du coup, ils se renferment dans leur lieu d'origine. Ce qui se comprend. C'est là qu'ils ont leurs copains. »

Et constate :

« Ils n'ont aucun des codes qui font qu'aujourd'hui on peut avoir un travail. Ils sont oisifs. Ils vivent avec très peu de moyens. Il y a deux survêtements dans une armoire. La journée c'est rester avec les copains qui font comme eux. Là dessus va se greffer les petits malins qui vont venir. Mais ils ne sont pas tous rémunérés. »

Et constate encore les effets délétères de cette station sur le boulevard :

« Ils sont pas très âgés. Le problème c'est qu'avec le temps. Ils ne sont pas à l'école. La majorité ne travaille pas. A force de rester dans la journée ici. »

Et par conséquent :

« Un guetteur... c'est d'abord un jeune qui a décroché scolairement, qui n'a pas appris les codes pour travailler, qui ne travaille pas et qui pénalement de temps en temps va faire un petit transport de shit. »

Même si ces guetteurs ne sont pas appréciés (on les nomme « voyous », « cons », « perdus », etc.), même si les habitants ressentent fortement comme une injustice l'impunité dont ils semblent être l'objet, on les comprend ou plutôt on comprend qu'ils soient arrivés là où ils en sont. Les pères de famille tiennent d'ailleurs des propos qui sont assez complémentaires de ce que disait le policier :

« Il faudrait donner du boulot aux jeunes. Ils (les entreprises, associatifs, éducateurs...) prennent l'oseille ils rentrent chez eux. Les jeunes y en a qui font leurs études. Mais le médiateur, il fait quoi ici ? Il dit aux gars de ne pas aller dans les allées. » (quarantenaires)

Voilà ce que dit un autre père de famille du quartier haut :

« Les jeunes ils ont pas d'avenir ici. C'est très important. Je vois les mêmes mecs qui tiennent le mur. Il y a trop de gens qui tiennent le mur. »

Un autre encore, parlant du « manque de respect » :

« Après près du centre commercial, il y a les jeunes. C'est un espace qui est adapté. Ils ne partent pas, ils résistent, alors que nous on partait quand on nous le demandait. On n'insultait pas les personnes plus âgées. » (politique)

Mais la confusion entre les espaces est telle qu'à la différence de leurs aînés les « jeunes » se sentent « chez eux ». Pour ces habitants, l'Islam apparaît alors comme un moyen de cadrer « les jeunes » :

« Les barbus, ils vont tout de suite vers les jeunes, ils commencent à leur parler. Les jeunes ils n'aiment pas. Ils essayent de les ramener. Ils ont très sympas et très gentils. ça les cadre; les jeunes ils aiment pas. Parce qu'ils leur parlent mais c'est difficile; ils les craignent; Parce que c'est des personnes qui sont de la même confession qu'eux. Eux ils ont une méthode plus douce. Ils ne les agressent pas. » (concierge)

Le sport peut aussi servir de prétexte chez ce jeune habitant, croyant pratiquant et animateur sportif qui travaille sur Montreynaud et à Lyon, anime des séances de foot pour les 7/17 ans et cherche à « inculquer des valeurs » à travers le sport :

« Heu, ... on travaille pour une association pour la ville, on essaye de leur porter plus tard un travail ou des stages. C'est différent du club de foot. C'est un moyen pour aider les enfants. Ceux qui grandissent (17 ans) on peut leur trouver des stages. Ce boulot je l'ai trouvé par le CLJ ».

Parce qu'au bout du compte, ils sont perdus :

« En même temps; le vendredi ils font la prière et après ils boivent de la bière. »

Evidemment par manque de travail ou par concurrence de ce dernier avec les divers trafics :

« Sur le quartier on pourrait faire travailler les jeunes. Il ya du boulot. Les services publics viennent mais ils ont un effectif très réduit. Au départ, on devait embaucher sur le quartier. Après il y a les qualifs, mais moi je dis si on veut, on peut trouver du travail. Mais bon après, mais les jeunes trouvent que c'est pas assez par rapport à ce qu'ils gagnent. C'est vrai que le trafic ça rapporte. Même si ça dure qu'un temps. Oui mais en attendant ça dure. »

On a là l'idée que les « jeunes » (les plus « incivils) prennent les choses pendant qu'ils peuvent les prendre. La conception de l'existence est celle, en effet, des classes populaires à la Hoggart. Chez qui on n'attend rien, ou mal formé on ne sait rien faire, donc on prend ce qu'on peut au moment où c'est possible. Sachant que tout un chacun connaît chacun, les demis combines et le vrais trafics peuvent alors se déployer sans trop de risque.

Les attentes des habitants

Le manque de magasin

Si les habitants sont enclins à défendre les « jeunes » malgré il faut le dire les moments d'incivilité que ces derniers peuvent parfois leur faire subir ou le « mauvais exemple » (je cite) qu'ils peuvent parfois donner aux enfants, en fait le problème le plus aiguë qu'ils rencontrent c'est le manque de commerces.

Usagers, politiques expliquent cette absence de commerces par exemple par des problèmes d'incivilité ou de pression quasi délinquante sur les commerçants :

« Il y avait des problèmes sur le centre commercial. On a des problèmes de commerces qui ont fermé. Certains sur lesquels on ne pouvait pas agir. Certains qui ne payaient pas leurs loyers. Des difficultés économiques et pour certains sous la menace de jeunes qui leur faisaient peur, avec même des menaces de mort. »

Ou encore un refus de la concurrence (par exemple déjà rencontré dans les années 80) :

« On cherche des solutions. Il faut adapter les produits. Et puis il n'est pas sûr que les gens du bas montent faire leurs courses sur les hauts. Mais en même temps le commerce ça ne dépend pas de nous; La fermeture du Norma c'est suite à l'incendie. Mais on ne peut pas obliger les gens à s'installer. Le boulanger du haut c'est le même que celui du milieu. Pour nous rendre service il avait proposé de monter une antenne sur le bas de Montreynaud. Quand a voulu monter l'antenne, le chalet sur le bas, l'ancien patron du Norma qui a une influence importante dans le quartier a mis son réseau sur le coup, avec des menaces etc. jugeant que l'autre allait lui faire une concurrence trop grande et qu'il ne méritait pas ce point de vente. Le gars qui voulait rendre service s'est retiré. On a redonné à l'autre qui n'a jamais ouvert. On voit là l'importance des réseaux sur Montreynaud. C'est compliqué. »

De leur côté, les habitants insistent sur l'inadaptation de l'offre, trop chère par exemple :

« Le centre commercial, plus cher que Norma. Chaque fois qu'il y a eu des commerces les prix étaient trop élevés. C'est des retraités ici. Des gens qui touchent 500 euros par

mois. Ils n'ont pas concerté le quartier. Au lieu de dépenser de l'argent pour ça il faut aider les jeunes. On n'a pas de commerce. On n'a rien. Y'a rien pour eux ! » (habitants)

Ou encore sur la volonté de faire « trop grand », de ne pas tenir compte de la spécificité de ce quartier populaire aux revenus peu élevés. Ou encore par le refus politique de tenir compte de la forte population musulmane et de ses habitudes :

« Qu'ils nous laissent tranquille avec troquet et bureau de tabac. La majorité d'ici ne boivent pas d'alcool. Pourquoi ils imposent de l'alcool ? » (habitants)

Et au bout du compte, ils le disent :

« Le problème c'est les commerces; La tranquillité vient après. Même avant la ZSP. Même avec des bas d'immeubles occupés. »

Ou encore

« Les gens se plaignent de quoi ? Pas de l'insécurité. Ils se plaignent surtout de tout ce qui st commerce. Y'a quand même 8000 habitants et y'a pas de commerces. » (habitant)

Toutes ces explications peuvent bien avoir des fondements, il reste que dès la construction du quartier, le maintien des commerces a constitué un problème. On se rend compte très vite, en effet, dès le début des années 80 (thèse de A. Vant) que l'urbanisation du quartier est un ratage ; que le forum commercial ne fonctionne pas ; que peu de commerçants s'y installent ou, s'ils le font, qu'ils renoncent très vite à maintenir leur activité ; que l'architecture de la « rue commerçante » est « un échec » (p.583) ; que le quartier n'étant pas un lieu de passage et de circulations ; qu'on en sort « pour faire les courses » sans jamais y « monter ». Il reste malgré tout qu'aujourd'hui, près 9000 personnes vivent sur le quartier, dont de nombreux retraités et ménages de faibles ressources qui ont du mal à se déplacer. Plus que jamais donc, le manque de commerces se fait sentir.

Un sentiment d'abandon

« Jeunes », travail, écoles, commerces, poste absente, présence de guetteurs, etc., malgré une ambiance plutôt « paisible » et « familiale », y a chez tous les enquêtés, qu'ils soient habitants ou usagers à divers titres, un constat d'abandon du quartier par les services de l'Etat et de la ville. Ce sentiment d'abandon est mis en lien avec la peur qu'éprouveraient les agents des services publics qui « rechigneraient » à se déplacer sur le quartier :

« Alors c'est un vrai paradoxe. Il y a un abandon des services publics de proximité. Les services publics ont un peu peur d'y aller. Il faudrait que pôle emploi vienne à 21h dans une cage d'escalier pour reprendre les CV. On a peu de services publics concrets : moins de médecin, un espace public peu entretenu, des encombrants, la police municipale qui rechigne à monter, etc. Mais à côté de ça, il y a des réunions. » (usager travaille sur le quartier)

Car ce quartier, on en parle, on l'imagine plus qu'on le fréquente :

« Beaucoup de gens font parti du dispositif et n'ont jamais mis les pieds à Montreynaud. » (usager travaille sur le quartier)

Ou encore

« Sur le papier on dira toujours que le quartier n'est pas abandonné. L'argent rentre à Montreynaud, de manière presque outrageuse. »

Ou encore

« C'est quand même des millions dépensé sans compter les heures fonctionnaires. C'est beaucoup de projets. L'abandon c'est l'abandon du service de proximité »

Cette absence des services publics, elle est compensée par des policiers du Centre Loisir Jeunesse qui assurent un accueil périscolaire structuré et performant :

« Il y a ceux qui s'occupent des jeunes ce sont les policiers. Je ne vois pas d'autres centres qui sont ouverts aussi tard. » (usager)

Les usagers du quartier ont bien conscience qu'il existe d'autres zones comme celles-ci, par exemple rurale :

« On retrouve ça dans des zones rurales en difficulté. S'il y a moins de présence d'institution qui représentent la république, la nature ayant horreur du vide, elles sont remplacées par autre chose. » (usager)

Mais dans le quartier, en arrière plan de ce sentiment d'abandon, il y a un sentiment de relégation, de mépris :

« Ils ne veulent pas ouvrir la poste. Ils veulent fermer cette poste. Ils obligent tous les vieillards à descendre à la Terrasse. Même le distributeur est hors service. Ce n'est pas normal. C'est du mépris. »

Ce non ajustement des politiques publiques aux besoins immédiats des « habitants » est ressenti comme du « mépris » et les poussent à se penser comme étant abandonnés par la ville et l'état. C'est peut-être aussi que les politiques engagées prennent comme angle d'action l'espace urbain plutôt que les habitants. C'est aussi et assurément que, comme l'atteste la visibilité des guetteurs (donc des trafics), « on laisse faire les trafics » parce que « ça sert tous le monde », « ils y ont intérêt » et « nous », on « nous embête pour un stationnement interdit devant chez nous » (dans un contexte où espace privé et public se confondent, je le rappelle), amplifiant l'idée qu'il y aurait deux poids deux mesures, le développement d'un sentiment qu'il y aurait impunité pour les uns et multiplication des contrôles pour les autres – et donc de rancœur.

Alors dans ce contexte, qu'est-ce qu'un bon policiers (verbatim)

Et bien d'une manière générale, les policiers sont en apparence plutôt mal vus des habitants pour qui ils se contenteraient de mettre des amendes pour stationnement interdit sans jamais

s'attaquer aux « vrais problèmes » : la délinquance et les incivilités. Mais il faut d'abord bien avoir à l'esprit que les habitants n'ont pas une perception très claire du fonctionnement de la police, de ses priorités ou de son organisation. Plutôt qu'une hostilité radicale ou plutôt que d'avoir « des choses à cacher » qui les pousseraient à dénigrer la police, c'est ce manque de connaissance qui pousse les habitants à interpréter certaines actions des policiers comme de la négligence : ne pas arrêter les guetteurs, ne pas se déplacer lorsqu'on fait le 17, etc.

Ce que pour les habitants, un bon policiers, c'est un policier qui :

« Est à l'écoute ; à l'écoute de la population ; à l'écoute des habitants ; à l'écoute des jeunes ; Accessible ; applique la loi ; assure la sécurité ; assure la sécurité dans certains endroits du quartier ; au contact avec les gens du quartier ; au contact des jeunes... »

Qui :

« Communique ; qui est compréhensif ; compréhensif mais juste ; qui connaît les habitants ; qui courtois... »

Qui :

« Qui fait son métier, c'est à dire qui fait respecter la loi ; qui fait son travail ; Fait son travail correctement ; fait son travail réglementairement... » ou encore « qui connaît bien le citoyen ; qui connaît la population ; qui connaît le quartier ; Qui connaît les gens ; qui contrôle mais pas toujours les mêmes ; qui défend les autres ; qui dialogue ; qui dialogue avec les jeunes ; qui discute ; qui discute avant de verbaliser systématiquement ; qui discute avec les gens ; qui discute avec les jeunes ; qui dit Bonjour comme à n'importe quel citoyen de France ; qui essaie d'entretenir des relations paisibles ; qui est à l'écoute ; qui est au contact des gens du quartier ; qui est calme ; qui est dans le dialogue ; qui est Droit ; qui est juste »

Nous avons une liste de 10 pages pas encore dépouillées mais dans laquelle on lit bien déjà que le policier doit être présent, courtois et compréhensif, connaître la population au sein de laquelle il travaille, faire appliquer la loi dans un contexte où, je le rappelle, les actions des uns et de autres sont visibles aux yeux de tous à cause de la promiscuité engendrée par le bâti du quartier et au sein duquel, une arrivée policière apparaît toujours comme une « arrivée en force ».

Conclusion

Ce que montre l'enquête c'est le sentiment d'insécurité doit plutôt être pris comme une représentation d'insécurité c'est-à-dire une image, un schème qu'on plaque et qui oriente le regard porté sur le quartier et ses habitants. Certes il y a de la délinquance, il y a des incivilités, c'est là l'affaire de l'état, de la police, de la justice, une affaire d'éducation et de ce que pour l'Etat éduquer veut dire mais, à l'issue de cette enquête, je dirais qu'il faut éviter d'orienter le regard sur ce qu'il y a de pire et qui peut bien être le plus rare. C'est d'ailleurs ce genre d'orientation que les habitants appellent « stigmatiser » et les stigmatés se retournent toujours. C'est dans le fond ce que nous voyons à l'œuvre dans un grand nombre de quartiers populaires aujourd'hui. C'est aussi de rechercher un équilibre dans la description, des habitants, des problèmes qu'ils rencontrent, comme d'ailleurs des autres acteurs au nom desquels il faut compter les policiers, qui à mon avis pourrait permettre de comprendre les tensions.